

Un cyclone en Kanaky

Djubelly Wea abat Tjibaou et Yeweïné Yeweïné.

Un nouveau cyclone vient de secouer le mouvement indépendantiste kanak, d'ampleur bien plus grande que les phénomènes naturels.

S'il s'était agi de l'actions de gendarmes ou de l'armée (comme le massacre d'Ouvéa, ou la mort d'Eloi Machoro), ou encore de l'action de l'extrême-droite (comme lors de la tuerie de Hienghene), la réaction aurait été facile, l'indignation aurait été unanime. Et la mobilisation de riposte à la hauteur de la provocation.

Mais il ne s'agit pas de cela. C'est un indépendantiste reconnu, un dirigeant de la tribu de Gossanah où s'est déroulée la prise d'otage d'Ouvéa, qui a abattu les deux principaux dirigeants du FLNKS.

La confusion règne, les règlements de compte se dessinent. Mais avant tout, il faut comprendre.

L'ACCENTUATION DES CONTRADICTIONS

Juste après le référendum, nous écrivions : « Il y a un début de fracture parmi les Kanaks sur la voie choisie vers l'indépendance et cette tendance ne pourra que s'accroître dans les années à venir » (Partisan N°36). Déjà le référendum lui-même avait fait apparaître ces contradictions. Le FULK avait appelé à voter NON (cf Partisan N°35), Djubelly Wea avait participé à cette campagne et s'en était même expliqué devant les télévisions. Il ne s'agissait pas d'un mouvement d'humeur, mais d'une divergence d'appréciation assez fondamentale sur la nature des accords de Matignon, et sur la voie à suivre vers l'indépendance.

Ces contradictions n'avaient fait que s'accroître depuis. Dans la mesure où l'essentiel des mesures des accords de Matignon se réduisait à la formation d'une élite kanake soumise à l'impérialisme et à des projets de développement économique pour favoriser l'intégration au marché, il ne pouvait en être autrement. D'une part parce que la majorité de la population kanake en est de fait exclue : les jeunes des cités (Nouméa), et même dans les tribus, rare sont les acteurs concernés. D'autre part, et comme conséquence logique, il y avait l'impatience devant ce que même les Kanaks les plus modérés appelaient la « lenteur de l'application des accords », reflet des illusions répandues sur les résultats concrets attendus. Evidemment, dans la mesure où ces accords avaient été présentés comme le remède miracle pour les

Interview du PALIKA

BWENANDO: Que pensez-vous de certaines situations : YATE, PONERIHOUEN, OUEGOA, ILES DES PINS, LIFOU, etc...?

PALIKA : Les alliances avec le RPCR doivent être condamnées, plus particulièrement pour ce qui nous concerne: le vote du conseiller PALIKA de POU.

Les alliances des élus UC avec le RPCR à YATE, à PONERIHOUEN, à OUEVA; l'élection de MEZIERES à OUEGOA, l'alliance de l'UC-UPCI à LIFOU contre la position du Bureau Politique du FLN, et sans égard pour les camarades de POINSIMIE; le vote d'un élu UC pour élire un maire RPCR à l'ILE DES PINS, le vote d'un élu de l'UC pour élire un maire RPCR à KOUMAC, sont des comportements graves pour un mouvement de libération. Ils trouvent leur justification dans des positions partisans. Le réel danger se trouve dans le fait que de telles tactiques conçues par les états-majors ne sont pas souvent bien comprises et maîtrisées par la

base où les conséquences sont très néfastes. Les choses sont encore moins compréhensibles après les événements récents (OUEVA). Il est bon de rappeler que les accords n'ont jamais été synonymes de reniement des convictions de chacun des signataires. Le gouvernement et le RPCR demeurent fondamentalement nos ennemis objectifs.

BWENANDO: Comment voyez-vous le proche avenir du FLNKS ?

PALIKA : Difficile.

Les militants sont dans le flou le plus total, car les situations créées par les municipales viennent s'ajouter à celles déjà difficiles du FLN. Mais peut-être que les choses sont plus claires aujourd'hui.

La tendance néo-colonialiste se révèle très présente dans le mouvement de libération. Au vu des événements passés, on est amené à se demander si ces situations-là ont un caractère simplement conjoncturel, local, ou résultent-elles d'une stratégie globale inavouée ?

Les problèmes demeurent. La pratique du consensus, la représentativité, les orientations idéologiques politiques, le projet de société sont autant de questions qui restent en suspens et que les résultats n'ont pas résolues, même les questions des provinciales.

La représentativité électorale de quelque groupe de pression que ce soit, doit pouvoir se mesurer aussi en terme de force militante et de force de proposition pour renforcer l'unité du Front. Le FLNKS a su surmonter les obstacles passés, tendus par le colonialisme. Les possibilités de renforcement existent. Elles ne peuvent être exploitées qu'à la condition qu'il y ait un double débat: à l'intérieur de chaque groupe de pression et dans l'ensemble du Front.

C'est, nous semble-t-il, à cette condition que l'on pourra clarifier la ligne politique du Front. C'est ce rôle-là que le PALIKA essaie de jouer à l'intérieur du FLN.

Kanaks, pour le développement économique, pour ouvrir le chemin de l'indépendance (cf Partisan N°34). Enfin, ces contradictions, ce malaise politique grandissant au sein du FLNKS, n'étaient pas l'objet d'un débat de fond, escamoté par la force principale, l'Union Calédonienne, engagée à fond dans les accords, pour qui l'heure n'était plus à la discussion, mais à leur mise en œuvre (cf Partisan N°38).

Les municipales ont fait exploser ces contradictions. Sur 21 communes à majorité kanake, il y a eu seulement 6 listes uniques du FLNKS. Comme le dit pudiquement Léopold Joredié, dirigeant de l'UC : « dans les communes où il fallait s'allier, on l'a fait. Quand il fallait se compter, on l'a fait » (Bwenando N°120). De plus, le résultat de ces élections a provoqué de nombreuses tensions en particulier autour des alliances contractées, tacitement ou officiellement entre l'UC et le RPCR pour éliminer des concurrents plus radicaux (cf l'encadré du Palika en encadré).

Enfin, il ne faut pas oublier la rancœur accumulée depuis le massacre d'Ouvéa. Le FLNKS avait décidé une série d'actions offensives sur tout le territoire, en décentralisant la réalisation, et de fait les militants d'Ouvéa se sont retrouvés seuls face à l'armée, à supporter le poids de la répression. Ils se sont sentis abandonnés, voire trahis par la direction du FLNKS.

LE FRONT ANTI-NEO-COLONIAL

Tous ces éléments se sont peu à peu accumulés, sans pouvoir s'exprimer dans un débat politique franc et ouvert, même si très polémique.

Le journal « Le Monde » (du 10/05) révèle qu'un saut qualitatif avait été franchi début avril, par la tenue de plusieurs réunions successives d'un Front anti-néo-colonial, regroupant diverses forces opposées aux accords de Matignon. Et c'est précisément Djubelly Wea qui était à l'origine de la constitution de ce front, du regroupement de toutes les forces, tous les militants qui ne se retrouvaient pas dans la politique suivie par la direction du FLNKS. C'est l'occasion de rappeler que D. Wea était un opposant de la première heure au contenu des accords de Matignon, qu'il avait même demandé à participer à ces discussions, dans le but avoué de contrôler les représentants du FLNKS, et que cela lui avait été refusé.

Certes, on ne peut pas dire que ce front anti-néo-colonial brillait par la clarté de ses positions. C'était plus une sorte de front des mécontents, regroupant à la fois des indépendantistes radicaux opposés clairement à l'impérialisme français, comme des réformistes opposés à l'hégémonie bureaucratique croissante de l'Union Calédonienne de Tjibaou. A noter la participation de l'USTKE, le syndicat indépendantiste à ce regroupement, pourtant signataire des accords de Matignon.

De toutes les façons, quelles qu'en soient les limites, c'était **un premier pas**, une première tentative de regroupement et de clarification, qui pouvait permettre de poser des jalons pour le futur.

L'ASSASSINAT DE TJIBAOU ET DE YEWEINE, UNE ERREUR TRES GRAVE

A n'en pas douter, le succès de ces premiers regroupements a incité Djubelly Wea à son acte. Ah, bien sûr, c'était un acte radical pour dénoncer le néo-colonialisme et l'orientation suivie par ses dirigeants. Le problème c'est qu'il n'y avait aucune consolidation politique derrière. Aucune alternative, rien. Les premières réunions du Front anti-néo-colonial n'étaient que balbutiements, et l'exécution de ces dirigeants ne pouvait pas constituer un projet en soi.

C'est un geste politique qui est une erreur très grave qui va produire précisément **l'inverse** de l'effet recherché. Au lieu de renforcer le mouvement anti-néo-colonial, il va faire éclater son unité trop fragile et superficielle. Au lieu d'aller de l'avant, il va isoler les militants les plus radicaux et les plus conscients. Au lieu de clarifier les positions, il va accentuer la confusion.

Mais s'il s'agit d'une erreur qui va être lourde de conséquence pour le mouvement indépendantiste kanak, nous n'oublions pas que ces morts révèlent une contradiction politique majeure.

On ne peut pas mettre à égalité JM Tjibaou et Y Yeweïné représentant la fraction néo-coloniale du FLNKS et D. Wea opposé à cette orientation. On ne peut pas se contenter de dire que ce sont trois victimes du colonialisme sans distinguer les conflits politiques qui se développent. C'est pour ça que, bien que

condamnant cet acte comme une erreur politique assez catastrophique, nous affirmons que nous nous situons dans le même camp que Djubelly Wea.

Quant au caractère violent et armé de cette action qui peut surprendre et choquer, il faut rappeler que le mouvement indépendantiste kanak compte déjà les morts par dizaines. La lutte pour l'indépendance revêt **déjà** un caractère armé. Rien d'étonnant (même si on considère qu'il s'agit d'une erreur) à ce que les contradictions politiques se règlent de cette manière. Les morts d'Ouvéa étaient omniprésents, l'aspect de vengeance a certainement compté, révélant une fois de plus les limites politiques du mouvement, c'est sûr. Il n'empêche, Tjibaou et Yeweïné avaient choisi le camp de la collaboration avec l'impérialisme, rien d'étonnant à ce qu'ils en subissent les conséquences avec le même niveau de violence.

LE GOUVERNEMENT RASSURE

Rocard s'est évidemment un peu affolé au début. Ses principaux interlocuteurs disparaissaient, cela risquait d'être une catastrophe.

Son voyage éclair en Nouvelle-Calédonie lui a permis d'être rassuré, en mesurant l'impact de cette action parmi la population. Léopold Joredié, autrefois réticent vis-à-vis des accords de Matignon s'en révèle un des plus fidèles défenseurs, allant jusqu'à évacuer toutes les critiques sur la lenteur de l'application des accords. Le Palika s'aligne avec armes et bagages sur l'Union Calédonienne, prenant des mesures pour exclure ceux de ses militants ayant participé aux réunions du Front anti-néo-colonial.

Bref, si la mort de Tjibaou est quand même une grande perte pour le gouvernement socialiste, rien n'est bouleversé, au contraire, puisque les opposants sont isolés et éclatés. Les élections provinciales de juin qu'il avait envisagé un moment de reporter sont donc maintenues.

On peut s'attendre à un renforcement du rôle de l'Etat pour soutenir l'Union Calédonienne et les dirigeants du FLNKS, voire à une collaboration accrue entre eux. Collaboration pour l'application, même minime, des accords de Matignon. Collaboration pour faire la chasse aux militants radicaux. Collaboration pour forger un centre réformiste avec les caldoches modérés comme avec le nouveau maire de Pouembout, élu avec l'appui de l'Union calédonienne. C'est un ancien militant des JC qui « espère que le peuple kanak considérera le drapeau français non plus comme une présence coloniale, mais comme un drapeau qui donne à chaque individu l'espoir d'accéder à la liberté » (Bwenando N°120). Ou le choix de F. Bruck pour remplacer JM Tjibaou à la tête de l'Union Calédonienne.

En résumé, la situation n'est pas défavorable pour le gouvernement dans l'immédiat. Mais il ne faut pas oublier que les très maigres résultats positifs de la politique néo-coloniale, ainsi que la radicalisation réformiste qui va se produire au sein du FLNKS dans la période à venir va provoquer inévitablement une opposition plus radicale...

VERS UNE RECOMPOSITION DU MOUVEMENT KANAK

La mort de Tjibaou et Yeweïné va produire une redistribution des cartes en Kanaky.

Dans un premier temps, on l'a vu, elle va provoquer l'éclatement des opposants à l'Union Calédonienne, l'isolement des militants radicaux, le renforcement de la politique réformiste du FLNKS. Toutes les premières réactions vont dans ce sens.

Les diverses étiquettes des diverses organisations risquent fort d'être bouleversées, étant traversées chacune par des clivages politiques de plus en plus importants.

Dans le camp anti-néo-colonial, l'action de Djubelly Wea va imposer une réflexion politique jusqu'à présent trop superficielle. L'isolement provoqué par ce geste va sans doute provoquer deux tentatives :

- Poursuivre sur la voie de la lutte armée, des actes radicaux sans projet politique plus élaboré, en une sorte de course en avant un peu désespérée. Cela peut être la tentation des jeunes des cités, abandonnés de tous.
- Réfléchir sur l'orientation à mettre en avant pour élaborer un projet plus consistant et plus radical, intégrant tous les aspects à transformer en Kanaky, pour rompre **réellement** avec le colonialisme et l'impérialisme français ; ce serait suivre les premiers pas tracés pour le Front anti-néo-colonial. Il est difficile de voir quelles forces, quels militants iront dans ce sens. Nous suivrons en tous cas avec intérêt l'évolution de l'USTKE, dont l'implantation ouvrière et nationale pourrait permettre cette

avancée. Comme nous savons qu'en plus une réflexion est en cours dans ce syndicat (voir encadré), nous essaierons de la suivre plus particulièrement et d'en rendre compte.

Il n'est pas question à nous, militants communistes en France, de nous substituer aux militants kanaks dans l'élaboration de ce projet. Mais l'expérience du mouvement communiste international depuis plus d'un siècle nous a appris quelques leçons générales qui nous semblent pertinentes :

- Il faut avoir un point de vue **global** sur l'indépendance, et ne pas la concevoir comme l'addition d'expériences locales. Même chose par rapport au nickel (cf Partisan N°38), même chose par rapport à la terre. La Réforme Agraire nécessaire demande une vision globale tenant compte des aspects positifs de la coutume, comme la propriété collective de la tribu, facteur qui peut être favorable dans certains cas à la collectivisation ou au développement communautaire moderne de l'agriculture. Qui tienne compte des particularités des petits colons caldoches par rapport aux grands propriétaires terriens, et qui peuvent être impliqués dans la Réforme Agraire. Bref, qui donne un **cadre d'ensemble** aux spécificités locales, contrairement à la situation actuelle où il n'y a jamais eu de collectivisation des revendications foncières. Même chose vis-à-vis de l'emploi et des jeunes marginalisés des villes.

On ne peut pas régler tous ces problèmes cas par cas. Il faut avoir un projet d'ensemble que le FLNKS n'a pas. Il faut la réforme agraire, il faut la nationalisation du nickel, il faut réorganiser l'économie d'en haut. Cela suppose pas mal de bouleversements dans la vision communautaire kanake, qui est fort peu étatique. Mais y a-t-il le choix ?

- Il faut rompre avec la coutume. Nous entendons tout de suite les objections des militants indépendantistes. « Comment, vous militants français, vous osez nous dire, à nous, d'abandonner notre culture. Vous défendez une position chauvine, colonialiste » etc. μReprenons la lettre d'une militante kanake : « Très peu de tribus sont formées, et peu de militants vivent encore dans la tribu. Les jeunes qui y vivent « zonent » en fait. Ils se foutent de la coutume, des travaux des champs ou autres. Ce qui fait que lorsqu'ils se mettent à revendiquer et demandent l'appui de la tribu, ils sont peu suivis. C'est compliqué, parce quelque part la coutume est un blocage, bien sûr. Mais c'est aussi notre entité et on est reconnu dans la tribu par ce biais ».

IL faut savoir faire le tri, entre l'identité culturelle à conserver, les aspects positifs (héritage du communisme primitif) et les aspects passésistes qu'il faut balayer pour aller de l'avant. ON ne construira pas une Kanaky indépendante, en rupture avec le colonialisme sur la base de la coutume, c'est une chose sûre (cf Partisan N°22). Quand on a vu l'insistance des médias sur le rôle de la coutume lors de la mort de Tjibaou et de Yeweiné, on comprend l'intérêt qu'il y a à maintenir de telles traditions : limiter la révolte.

- Il faut savoir précisément **quelle** indépendance on veut, et donc sur quelles couches sociales on doit s'appuyer pour y arriver. Si l'on suit la démarche du Front anti-néo-colonial qui est d'aller vers

Interview de

L'USTKE

Bw.: Que penses-tu de certaines situations: YATE, PONERIHOUEN, QUEGOA, LIFOU, POUM, etc...?

K.U. : Ce sont des situations qui révèlent l'état de division au sein du FLNKS. C'est grave car le couillon dans cette affaire c'est le peuple. Les gens mènent une campagne électorale sur des thèmes, on entend souvent l'énoncé de grands principes, et finalement révèlent une politique de basse-cour politicienne. Faudra tirer les leçons de tout ça.

BW: Comment voyez-vous le proche avenir de votre organisation ?

K.U. : Nous avons pris la décision lors du dernier bureau confédéral du 20 mars d'engager une réflexion approfondie sur le monde politique indépendantiste en général et la situation de l'USTKE en particulier dans ce monde politique. Cette réflexion qui va porter sur plusieurs semaines, voire plusieurs mois, amènera l'USTKE à prendre les décisions qui s'imposeront à elle.

une rupture réelle d'avec le colonialisme, il faut bien réfléchir : **qui** a intérêt à cette rupture ? **qui** au contraire à **concilier** avec la France et le gouvernement ?

A l'occasion de cette réflexion, les conflits d'intérêts parmi les Kanaks eux-mêmes apparaîtront, mais aussi parmi les populations non kanakes. Nous pensons que la classe ouvrière (kanake, mais aussi wallisienne, voire européenne) a intérêt à l'indépendance, s'il s'agit d'une indépendance véritable, de rupture avec le colonialisme pour avancer vers le socialisme. C'est même elle, particulièrement les Kanaks bien sûr, qui est capable de guider correctement le mouvement indépendantiste pour éviter toutes les dérives néocoloniales. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous nous intéressons à l'évolution de l'USTKE.

L'histoire du mouvement ouvrier depuis des dizaines d'années montre que la rupture réelle d'avec l'impérialisme ne peut être réalisée que lorsque c'est la classe ouvrière, la classe qui n'a rien à perdre, qui a la direction du mouvement. C'est une vieille leçon ; toujours vivante. Et même si l'heure est encore au combat pour l'indépendance, une des tâches urgentes est de constituer un parti communiste de Kanaky, tourné vers l'avenir, capable d'entraîner toutes les couches kanakes et non kanakes, ayant intérêt à une indépendance kanake et socialiste.

Le FULK sur la sellette

Le FULK a été au cœur des polémiques autour de la mort de JM Tjibaou et de Y. Yewiné. Il faut rappeler :

1) que D.Wea ne faisait pas partie du FULK, même s'il a participé à la campagne pour le NON au référendum.

2) que le FULK a participé aux premières réunions du Comité anti-néo-colonial, mais qu'il en a dénoncé l'orientation le 5 mai, apparemment à cause des préoccupations électoralistes d'autres groupes (tels le LKS et l'OPAO).

3° que le FULK semble être le seul parti implanté dans la jeunesse des cités de Nouméa, abandonnée de tous. Jeunes du FULK qui ont soutenu leur parti lors d'une réunion les 12, 13 et 14 mai à Lifou, "pour la mise en échec du plan Rocard", contrairement à toutes les allégations de la presse bourgeoise sur les divisions du FULK (La Dépêche Kanak 16/05/89).

4° que l'orientation du FULK manque de clarté au-delà de son caractère radical. Son communiqué du 8 mai, reproduit ci-dessous, en montre les limites. En particulier dans l'incapacité à souligner le caractère politique de l'acte de D.Wea et à prendre position sur la voie anti-néo-coloniale, au-delà des seules références au rejet du Plan Rocard, et à l'indépendance immédiate qui reste un vœu pieux, tant qu'on n'en définit pas le contenu.

"Les récents événements d'Ouvéa démontrent bien la méfiance profonde au sein du FLNKS depuis la signature des Accords de Matignon.

En effet, le FLNKS a reconnu dans son 8^e Congrès après le référendum du 6 novembre, que les Accords de Matignon imposés au peuple kanak par le gouvernement Rocard ne garantissent pas l'indépendance et ne reconnaissent plus le droit inné et actif du peuple kanak à l'indépendance pourtant reconnue par le gouvernement socialiste lui-même à Nainville-les-Roches en 1984.

Pris dans le piège du gouvernement socialiste, les leaders du FLNKS s'entretenant pendant que le gouvernement colonial français et ses protégés ressortissants coloniaux demeurent en spectateurs.

Il est clair que ces événements, par rapport à la levée du deuil des 19 militants de Iaat, assassinés pour la cause kanak, s'inscrivent dans la lutte de libération du peuple kanak contre le colonialisme français et doivent être pris en considération par le gouvernement français comme un

sévère avertissement comme quoi il ne faut jamais trahir la lutte d'un peuple.

Le gouvernement Rocard qui est le seul responsable des conséquences de l'application de son plan de 10 ans, doit se souvenir de son échec sérieux au référendum du 6 novembre accentué par les récents événements d'Ouvéa.

Aux yeux du peuple kanak et de l'opinion internationale, les Accords de Matignon ou le Plan Rocard ont donc échoué.

Face au marché unique européen de 1992 qui doit normalement consolider la présence du colonialisme français dans le Pacifique, le gouvernement socialiste, en accord avec le peuple kanak, doit redéfinir un plan d'indépendance kanak dans l'immédiat.

C'est la seule façon de redonner confiance au peuple kanak qui est sujet actif à l'indépendance.

Tant que la situation reste inchangée, le FULK maintient et maintiendra sa stratégie pour faire accéder le peuple kanak à sa souveraineté nationale dans l'immédiat contre le piège de Michel Rocard". (La Dépêche Kanak 10/05/89).

QUELLES TACHES ?

La mort de Tjibaou et de Yeweïné a provoqué une grande confusion parmi les militants soutenant le mouvement en France.

La LCR et le PCOF se sont couchés devant le camp de l'impérialisme en dénonçant les « assassins », sans juger le conflit d'orientation que cachait cet acte politique. La Ligue a même réussi le tour de force de condamner sans réserve l'attentat, sans rappeler qu'elle avait appelé à l'abstention au référendum pour les accords de Matignon.

Le PCOF est encore plus net : « A qui profite le crime ? La réponse découle d'elle-même : aux adversaires de l'indépendance du peuple kanak. Ceux qui ont cru pouvoir torpiller les accords de Matignon, réduire à zéro les acquis politiques gagnés par le FLNKS et le faire éclater, et ceux qui justifient en fin de compte cet acte, commettent un crime contre le peuple kanak. Ils montrent par là leur total mépris vis-à-vis de la lutte organisée d'un peuple et cherchent à la saboter » (La Forge, 4 mai 1989). Djubelly Wea réduit à un agent de l'impérialisme, alignement complet sur la fraction néocoloniale, on ne peut être plus clair.

Notre tâche est avant tout de combattre notre gouvernement le Parti Socialiste et Rocard à l'origine du plan néocolonial, il ne faut pas l'oublier. Et de combattre tous ceux qui sèment les illusions sur une indépendance un plus radicale mais tout aussi soumise à la France, comme le propose le PC par exemple.

La tâche des militants véritablement anti-impérialistes doit être de soutenir le camp anti-néo-colonial contre vents et marées. Certes en critiquant l'acte erroné de D. Wea, mais sans abandonner les positions de fond. En particulier, ce soutien doit se manifester de façons particulièrement lors du procès à venir de André Tangopi, l'aide de Djubelly Wea dans l'exécution de Tjibaou et Yeweïné. **André Tangopi est un prisonnier politique kanak**, au même titre que l'étaient les militants d'Ouvea.

La tâche des militants en France est de poursuivre le débat sur l'avenir du mouvement kanak, comme impulsé par exemple par les camarades du CISKI de Toulouse (cf Partisan N°38). En suivant étroitement ce qui se passe en Kanaky même, parmi les forces politiques. Nous invitons tous les militants impliqués dans un soutien anti-néo-colonial au mouvement kanak à nous transmettre toutes les informations en leur possession, à nous aider à organiser le soutien politique, critique, au camp anti-néo-colonial en Kanaky.

Le Comité Directeur de Voie Prolétarienne